



# Gazzetta Ufficiale

## DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1909

ROMA — Giovedì, 26 agosto

Numero 200.

### DIREZIONE

Via Larga nel Palazzo Reale

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

### AMMINISTRAZIONE

Via Larga nel Palazzo Reale

#### Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9  
 a domicilio e nel Regno: » » 34; » » 19; » » 10  
 Per gli Stati dell'Unione postale: » » 40; » » 21; » » 22  
 Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali  
 Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione o gli Uffici  
 postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Un numero separato in Roma cent. 10 — nel Regno cent. 15 — arretrato in Roma cent. 20 — nel Regno cent. 30 — all'Estero cent. 35  
 Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionalmente.

#### Inserzioni

Atti giudiziari . . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea  
 Altri annunci . . . . . 0.30 }  
 Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla  
 Amministrazione della Gazzetta.  
 Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio  
 degli annunci.

### SOMMARIO

#### Parte ufficiale.

Leggi e decreti: Legge n. 533 che dà piena ed intera esecuzione alla Convenzione internazionale per l'interdizione del lavoro notturno delle donne impiegate nelle industrie — Relazione e R. decreto n. 572 che dal fondo di riserva per le spese impreviste autorizza una prima prelevazione nella somma di L. 29,375 a favore del Ministero del tesoro — R. decreto n. CCLXXIV (parte supplementare) che dà al R. ginnasio di Aderò il nome di « Edmondo De Amicis » — Relazione e R. decreto riguardante lo scioglimento del Consiglio comunale di San Lorenzo (Reggio Calabria) — Decreto Ministeriale che nomina la Commissione esaminatrice per il concorso a volontario nel personale tecnico direttivo delle Manifatture dei tabacchi — Ministeri dell'interno, della guerra, del tesoro e di grazia, giustizia e dei culti: Disposizioni nei personali dipendenti — Ministero del tesoro - Direzione generale del debito pubblico: Retifiche d'intestazione — Smarrimento di ricevuta — Direzione generale del tesoro: Prezzo del cambio per certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione — Ministero d'agricoltura, industria e commercio - Ispettorato generale dell'industria e del commercio: Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno.

#### Parte non ufficiale.

Diario estero — Notizie varie — Telegrammi dell'Agenzia Stefani — Bollettino meteorico — Inserzioni.

## PARTE UFFICIALE

### LEGGI E DECRETI

Il numero 533 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione.

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;  
 Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

#### Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione firmata a Berna il 26 settembre 1906 fra l'Italia, l'Austria, l'Ungheria, il Belgio, la Danimarca, la Francia, la Germania, la Gran Bretagna, il Lussemburgo, l'Olanda, il Portogallo, la Spagna, la Svezia e la Svizzera per l'interdizione del lavoro notturno delle donne impiegate nelle industrie.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 luglio 1909.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — TITTONI — COCCO-ORTE.

Visto, Il guardasigilli: ORLANDO.

#### CONVENZIONE INTERNAZIONALE

sulla interdizione del lavoro notturno delle donne occupate nell'industria.

26 settembre 1906

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral suisse,

Désirant faciliter le développement de la protection ouvrière par l'adoption des dispositions communes,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention concernant le

travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence M. Alfred de Bülow, son Chambellan et Conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne ;

M. Caspar, Directeur de l'office de l'intérieur de l'empire ;

M. Frick, Conseiller intime supérieur du Gouvernement et Conseiller rapporteur du Ministère prussien du commerce et de l'industrie ;

M. Eckardt, Conseiller de légation actuel et Conseiller rapporteur à l'office des affaires étrangères de l'empire.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Son Excellence M. le baron Heidler de Egeregg et Syrgens ein, son Conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne ;

Pour l'Autriche :

M. le docteur Franz Müller, Conseiller ministériel au Ministère I. R. du commerce ;

Pour la Hongrie :

M. Nicolas Gerster, Inspecteur supérieur d'industrie royal hongrois.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. Maurice Michotte de Welle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne ;

M. Jean Dubois, Directeur général de l'office du travail au Ministère de l'industrie et du travail.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. Henrik Vedel, Chef de bureau au Ministère de l'intérieur.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. Bernardo Almeida y Herreros, Chargé d'affaires à Berne.

Le Président de la République française :

Son Excellence M. Paul Rivoil, Ambassadeur à Berne ;

M. Arthur Fontaine, Directeur du travail au Ministère du commerce, de l'industrie et du travail.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

M. Herbert Samuel, membre du Parlement, Sous-Secrétaire d'Etat parlementaire au Ministère de l'intérieur ;

M. Malcolm Delevingne, du Ministère de l'intérieur.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence M. le comte Roberto Magliano di Villar San Marco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne ;

M. le prof. Giovanni Montemartini, Directeur de l'office du travail près le Ministère royal de l'agriculture et du commerce.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. Henri Neuman, Conseiller d'Etat.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le comte de Rchteren Limpurg Almelo, son Chambellan, Ministre-résident à Berne ;

M. le docteur L. H. W. Rogout, membre de la Première Chambre des Etats-généraux.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

Son Excellence M. Alberto d'Oliveira, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Sa Majesté le Roi de Suède :

M. Alfred de Lagerheim, ancien Ministre des affaires étrangères, Directeur général et Chef du Collège royal du commerce.

Le Conseil fédéral Suisse :

M. Emile Frey, ancien Conseiller fédéral ;

M. le docteur Franz Kaufmann, Chef de la division de l'industrie au Département fédéral du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ;

M. Adrien Lachenal, ancien Conseiller fédéral, Délégué au Conseil des Etats ;

M. Joseph Schobinger, Conseiller national ;

M. Henri Scherrer, Conseiller national ;

M. John Syz, Président de l'Association suisse des filateurs, tisseurs et retordeurs ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont successivement discuté et adopté les dispositions suivantes :

#### Art. 1.

Le travail industriel de nuit sera interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, sous réserve des exceptions prévues ci-après.

La présente convention s'applique à toutes les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières ; elle ne s'applique en aucun cas aux entreprises où ne sont employés que les membres de la famille.

A chacun des Etats contractants incombe le soin de définir ce qu'il faut entendre par entreprises industrielles. Parmi celles-ci seront en tout cas comprises les mines et carrières, ainsi que les industries de fabrication et de transformation des matières ; la législation nationale précisera sur ce dernier point la limite entre l'industrie d'une part, l'agriculture et le commerce, d'autre part.

#### Art. 2.

Le repos de nuit visé à l'article précédent aura une durée minimum de onze heures consécutives ; dans ces onze heures, quelle que soit la législation de chaque Etat, devra être compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Toutefois, dans les Etats où le travail de nuit des femmes adultes employées dans l'industrie n'est pas encore réglementé, la durée du repos interrompu pourra, à titre transitoire et pour une période de trois ans au plus, être limitée à dix heures.

#### Art. 3.

L'interdiction du travail de nuit pourra être levée :

1° en cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

2° dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptible d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

#### Art. 4.

Dans les industries soumises à l'influence des saisons, et en cas de circonstances exceptionnelles pour toute entreprise, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être réduite à dix heures, soixante jours par an.

#### Art. 5.

A chacun des Etats contractants incombe le soin de prendre les mesures administratives qui seraient nécessaires pour assurer

sur son territoire la stricte exécution des dispositions de la présente convention.

Les Gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les lois et règlements en vigueur dans leur pays, ainsi que les rapports périodiques concernant l'application de ces lois et règlements.

Art. 6.

Les dispositions de la présente convention ne seront applicables à une colonie, possession ou protectorat que dans le cas où une notification à cet effet serait donnée en son nom au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement métropolitain.

Celui-ci, en notifiant l'adhésion d'une colonie, possession ou protectorat, pourra déclarer que la convention ne s'appliquera pas à telle catégorie de travaux indigènes dont la surveillance serait impossible.

Art. 7.

Dans les Etats hors d'Europe, ainsi que dans les colonies, possessions ou protectorats, lorsque le climat ou la condition des populations indigènes l'exigeront, la durée du repos ininterrompu de nuit pourra être inférieure aux minima fixés par la présente convention, à la condition que des repos compensateurs soient accordés pendant le jour.

Art. 8.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées le 31 décembre 1908 au plus tard auprès du Conseil fédéral suisse.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente convention entrera en vigueur deux ans après la clôture du procès-verbal de dépôt.

Le délai de mise en vigueur est porté de deux à dix ans:

- 1° pour les fabriques de sucre brut de betterave;
- 2° pour le peignage et la filature de la laine;
- 3° pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement, quatre mois au moins, par des influences climatiques.

Art. 9.

Les Etats non signataires de la présente convention sont admis à déclarer leur adhésion par un acte adressé au Conseil fédéral suisse, qui le fera connaître à chacun des autres Etats contractants.

Art. 10.

Les délais prévus par l'article 8 pour la mise en vigueur de la présente convention partiront, pour les Etats non signataires, ainsi que pour les colonies, possessions ou protectorats, de la date de leur adhésion.

Art. 11.

La présente convention ne pourra pas être dénoncée soit par les Etats signataires, soit par les Etats, colonies, possessions ou protectorats qui adhèreraient ultérieurement, avant l'expiration d'un délai de douze ans à partir de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Elle pourra ensuite être dénoncée d'année en année.

La dénonciation n'aura d'effet qu'un an après qu'elle aura été adressée par écrit au Conseil fédéral suisse par le Gouvernement intéressé, ou, s'il s'agit d'une colonie, possession ou protectorat, par le Gouvernement métropolitain; le Conseil fédéral la communiquera immédiatement au Gouvernement de chacun des autres Etats contractants.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat, colonie, possession ou protectorat au nom de qui elle aura été adressée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Berne, le vingt-six septembre mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui demeurera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Pour l'Allemagne:

(L. S.) v. Bülow

» Caspar

» Frick

» Eckardt

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

(L. S.) Baron Heidler-Egeregg  
Ministre d'Autriche-Hongrie  
à Berne

Pour l'Autriche:

(L. S.) Müller

Pour la Hongrie:

(L. S.) Nicolas Gerster

Pour la Belgique:

(L. S.) M. Michotte de Welle

» J. Dubois

Pour le Danemark

(L. S.) H. Vedel

Sous réserve de la déclaration faite, en séance plénière de la conférence, le 26 septembre 1906, quant à l'article 8.

Pour l'Espagne:

(L. S.) Bernardo Almeida y  
Herreros

Pour la France:

(L. S.) Révoil

» Arthur Fontaine

Pour la Grande Bretagne:

(L. S.) Herbert Samuel

» Malcolm Delevingne

Pour l'Italie:

(L. S.) R. Magliano

» G. Montemartini

Pour le Luxembourg:

(L. S.) H. Neuman

Pour les Pays-Bas:

(L. S.) Rechteren

» L. H. W. Rogcut

Pour le Portugal:

(L. S.) Alberto d'Oliveira

Pour la Suède:

(L. S.) Alfr. Lagerheim

Pour la Suisse:

(L. S.) Emile Frey

» F. Kaufmann

» A. Lachenal

» Schobinger

» H. Scherrer

» John Syz

**Relazione di S. E. il ministro del tesoro a S. M. il Re, in udienza del 29 luglio 1909, sul decreto che autorizza un prelevamento di L. 29,375, dal fondo di riserva delle spese impreviste occorrenti per ricostituire un certificato di rendita a favore di Olimpia Bonsignore.**

SIRE!

Nel 1880 fu autorizzato il tramutamento in cartelle al portatore di un certificato di rendita di L. 100, intestato a Bonsignore Olimpia, in base a documentata istanza dei genitori della titolare defunta.

Senonchè nel 1904 tale Adele Perogalli, figlia della Olimpia Bonsignore predetta, iniziò giudizio contro l'Amministrazione del debito pubblico per ottenere la ricostituzione della rendita, asserendo che il suo avo Francesco Bonsignore aveva procreato due figlie entrambe chiamate col nome di Olimpia e che sulla base di questa speciale circostanza egli poté ottenere il tramutamento di detta rendita, dimostrando che essa apparteneva alla prima figlia defunta, mentre in realtà era di proprietà della seconda Olimpia, madre dell'Adele Perogalli.

La 4ª sezione del Consiglio di Stato con decisione interlocutoria 18 gennaio-22 febbraio 1908, nell'ammettere la tesi dell'istante concessa all'Amministrazione un termine per chiamare in causa gli eredi dei genitori di Olimpia Bonsignore ai quali il tramutamento aveva giovato e verso cui l'Amministrazione stessa aveva diritto di esercitare azione di rivalsa, ma la Perogalli per sottrarsi a questa azione ebbe cura di rinunziare all'eredità degli avi.

Malgrado che tale rinunzia fosse fatta dopo la pubblicazione dell'indicata decisione del Consiglio di Stato e 19 anni dopo l'apertura dell'eredità dell'ava e nonostante gli artifici dolosi messi in opera per ottenere la condanna dell'Amministrazione, la 5ª sezione del Consiglio di Stato, giudicando sul merito della vertenza, con deci-

sione del 29 marzo 1909 condannò l'Amministrazione a ricostituire un certificato del consolidato 3.75 0/0 per la rendita di L. 750 ed a pagare 19 rate semestrali di interessi arretrati per L. 7475, oltre la semestralità scaduta il 1° luglio c. a.

Dovendosi dare esecuzione a tale decisione e non essendo in bilancio iscritti i fondi occorrenti per l'acquisto di detta rendita e pel rimborso delle accennate semestralità arretrate di interessi, il Consiglio dei ministri, ha deliberato di valersi della facoltà accordatagli dall'art. 38 della vigente legge di contabilità generale, per prelevare la somma all'uopo occorrente in complessive lire ventinove mila trecento settantacinque (L. 29,375) dal fondo di riserva per le spese impreviste.

A ciò provvede il seguente schema di decreto che il referente si onora di sottoporre all'augusta sanzione di Vostra Maestà.

*Il numero 572 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 38 del testo unico della legge sull'Amministrazione e sulla contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 17 febbraio 1884, n. 2016;

Vista l'assegnazione del fondo di riserva per le spese impreviste, iscritto in L. 1,000,000 nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1909-910.

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.*

Dal fondo di riserva per le spese impreviste iscritto al capitolo n. 128 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1909-910, è autorizzata una 1ª prelevazione nella somma di lire ventinove milatrecentosettantacinque (L. 29,375) da iscriversi ad un nuovo capitolo col n. 141-bis e con la denominazione: « Somma occorrente per ricostituire un certificato di rendita del consolidato 3.75 0/0, di annue L. 750, a favore di Olimpia Bonsignore, e pel pagamento di venti rate semestrali di interessi fino al 1° luglio 1909, in esecuzione della decisione della 5ª sezione del Consiglio di Stato 22 febbraio-29 marzo 1909 », nello stato di previsione medesimo.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 luglio 1909.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI - CARCANO.

Visto, *Il guardasigilli*: ORLANDO.

*Il numero CCLXXIV (parte supplementare) della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Adernd, in data 24 gennaio 1909, diretta ad ottenere che il R. ginnasio di detta città sia intitolato al nome di « Edmondo De Amicis »;

Veduto che il Consiglio provinciale scolastico di Catania ha, nella sua adunanza del 18 maggio 1909, approvato la sopracennata deliberazione;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per la pubblica istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il R. ginnasio di Adernd è intitolato al nome di « Edmondo De Amicis ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 luglio 1909.

VITTORIO EMANUELE.

RAVA.

Visto, *Il guardasigilli*: ORLANDO.

*Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. il Re, in udienza del 7 agosto 1909, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di San Lorenzo (Reggio Calabria).*

SIRE!

Da una recente inchiesta sull'andamento dell'Amministrazione comunale di San Lorenzo emersero numerose e gravi irregolarità.

Disorganizzato è l'ufficio di segreteria, essendosi da oltre un anno lasciato in congedo e in aspettativa il titolare che ora sta per assumere servizio in un altro Comune. Non si sono ancora formate le matricole delle tasse. Manca qualsiasi scrittura contabile.

Il tesoriere non risiede nel Comune, nè vi si reca in giorni prestabiliti. Quasi tutti i pagamenti sono fatti sui proventi del dazio, direttamente dagli agenti incaricati della riscossione, in base a mandati provvisori o sulla semplice esibizione di note di lavoro e fatture.

Nessun controllo si esercita su tale riscossione e si riscontrò una notevole differenza dai bollettari e quelli passati in contabilità.

Non si eseguono le ritenute per pensione e ricchezza mobile sugli stipendi, nè si cura di ottenere da un sanitario il rimborso dell'assegno pagato ad altro medico che lo supplì durante un'assenza. Dei due medici condotti, nominati provvisoriamente nel 1905, non venne mai regolarizzata la posizione; entrambi risiedono nel capoluogo, mentre sarebbe necessario che quello al quale è affidato il servizio delle più lontane frazioni risiedesse in una di queste.

Di un credito transatto non furono riscosse e nemmeno iscritte in bilancio le prime rate.

Non si dà il necessario impulso alle operazioni demaniali.

Le esposte irregolarità e deficienze dell'Amministrazione suscitano, da vario tempo, vivo malcontento da far temere gravi per-

turbamenti dell'ordine pubblico, e non mantenuto, mercè gli uffici interposti dal commissario inquirente.

Odi e rancori profondissimi dividono il Consiglio in due partiti, ciascuno dei quali è seguito da parte della popolazione e tra gli avversari si scambiano accuse ed ingiurie nella forma più violenta.

In tali condizioni dello spirito pubblico, l'opera dell'attuale rappresentanza non può svolgersi serenamente e non può, quindi, attendersi all'amministrazione ordinaria il necessario riordinamento della civica azienda. Soltanto una persona estranea alle vive ed aspre competizioni locali può assolvere tale compito, contribuendo, in pari tempo, efficacemente a ristabilire la calma e pacificare gli animi.

Occorre, pertanto, procedere - come anche ritenne il Consiglio di Stato in adunanza del 30 luglio ultimo scorso - allo scioglimento di quel Consiglio comunale ed a ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre alla augusta firma di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III  
per grazia di Dio e per volontà della Nazione  
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 316 e 317 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 21 maggio 1908, n. 269;

Abbiamo decretato e decretiamo:

**Art. 1.**

Il Consiglio comunale di San Lorenzo, in provincia di Reggio Calabria, è sciolto.

**Art. 2.**

Il signor Francesco Lodato è nominato commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Cogne, addì 7 agosto 1909.

VITTORIO EMANUELE

GIOLITTI

## IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto il decreto Ministeriale 23 luglio 1909, n. 19,314 col quale venne indetto un concorso a volontario nel personale tecnico direttivo delle manifatture dei tabacchi;

In esecuzione dell'art. 207 del regolamento per il personale degli uffici finanziari, approvato con R. decreto 29 agosto 1897, n. 512;

**Determina:**

La Commissione esaminatrice per il concorso a volontario nel personale tecnico direttivo delle manifatture dei tabacchi indetto con decreto Ministeriale 23 luglio 1909, n. 19,314, è così composta:

Ceradini comm. prof. ing. Cesare, professore nella scuola di applicazione degli ingegneri di Roma, presidente.

Ferigo ing. cav. Giuseppe, vice direttore generale nel Ministero delle finanze.

Ascoli dott. cav. Moisè e Saviotti ing. cav. Carlo, professori nella scuola di applicazione degli ingegneri di Roma.

Aliprandi ing. cav. Emanuele, ispettore tecnico delle manifatture dei tabacchi.

De Carolis Vasco, segretario nel Ministero delle finanze, segretario.

Roma, il 18 agosto 1909.

Il ministro  
LACAVA.

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Disposizioni nel personale dipendente:

*Amministrazione centrale.*

Con decreto Ministeriale del 29 luglio 1909:

Bernardoni rag. Giovanni Enrico, primo ragioniere, promosso dalla 2<sup>a</sup> alla 1<sup>a</sup> classe (L. 4500).

Ragionieri promossi dalla 2<sup>a</sup> alla 1<sup>a</sup> classe (L. 3500):

Rogari rag. Luigi — Matacotta rag. Alfredo.

Ragionieri promossi dalla 3<sup>a</sup> alla 2<sup>a</sup> classe (L. 3000):

Dalla Chiesa rag. Enrico — Alessi rag. Roberto.

Sodini rag. Guido, ragioniere promosso dalla 4<sup>a</sup> alla 3<sup>a</sup> classe (lire 2500).

Con R. decreto del 29 luglio 1909:

Serra rag. Francesco, ragioniere di 4<sup>a</sup> classe nell'Amministrazione provinciale (L. 2000), nominato, per esame, ragioniere di egual classe e con lo stesso stipendio nell'Amministrazione centrale.

Con decreto Ministeriale del 29 luglio 1909:

Guberti Eolo, applicato promosso dalla 2<sup>a</sup> alla 1<sup>a</sup> classe (L. 2500).

Bertoni Arturo, applicato promosso dalla 3<sup>a</sup> alla 2<sup>a</sup> classe (L. 2000).

*Amministrazione provinciale.*

Con R. decreto del 27 giugno 1909:

De Simone Augusto, segretario di 1<sup>a</sup> classe, collocato a riposo per avanzata età ed anzianità di servizio.

Con decreto Ministeriale del 28 luglio 1909:

Rossi Fortunato — Matteoda Corrado, scrivani nominati, per esame, alunni.

Con R. decreto del 29 luglio 1909:

De Biase Francesco, applicato di 1<sup>a</sup> classe, in aspettativa per motivi di salute, richiamato, a sua domanda, in servizio.

*Amministrazione della pubblica sicurezza.*

Con R. decreto del 16 luglio 1909:

Guida comm. dott. Guido, ispettore generale di 2<sup>a</sup> classe, nominato questore di 2<sup>a</sup> classe a L. 7000.

**Direzione generale delle carceri e dei riformatori governativi.**

Con R. decreto 19 luglio 1909, il vice direttore di 1<sup>a</sup> classe, Iacoucci Augusto, è, a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute, a decorrere dal 1<sup>o</sup> luglio 1909.

## MINISTERO DELLA GUERRA

### Disposizioni nel personale dipendente:

*Arma di fanteria.*

Con R. decreto del 2 maggio 1909:

Negri di Montenegro cav. Guido, colonnello in aspettativa, richiamato in servizio e collocato a disposizione Ministero guerra dal

3 febbraio 1909, con decorrenza per gli assegni dal 16 febbraio 1909.

*Arma di cavalleria.*

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Re Patrizio di Pavia Ludovico, tenente in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

*Arma del genio.*

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Vita Finzi Carlo, capitano in aspettativa, richiamato in servizio dal 5 agosto 1909, con anzianità 10 gennaio 1901, con decorrenza per gli assegni dal 16 agosto 1909.

*Personale permanente dei distretti.*

Con R. decreto del 15 luglio 1909:

Fantuzzi cav. Rodolfo, capitano 46 fanteria, trasferito nel ruolo del personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Ruffoni nob. Rienzi Carlo, capitano in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

I seguenti ufficiali dell'arma di fanteria, sono trasferiti nel ruolo del personale permanente dei distretti:

Delfini cav. Luigi, maggiore 39 fanteria — Fiocca cav. Enrico, capitano 78 id.

Con R. decreto del 13 agosto 1909:

Avanzini Luigi, capitano in aspettativa per motivi di famiglia, collocato in aspettativa per infermità temporarie incontrate per ragioni di servizio dal 18 agosto 1909.

*Corpo contabile militare.*

Con R. decreto del 27 giugno 1909:

Beretta Emilio, tenente contabile in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, collocato in riforma, con decorrenza dal 1° giugno 1909.

Con R. decreto del 13 agosto 1909:

Mattioli cav. Augusto, tenente contabile — De Martino Eduardo, id. ufficio personali vari, promossi capitani contabili (a scelta) dal 1° luglio 1909, con riserva d'anzianità.

**IMPIEGATI CIVILI.**

*Amministrazione centrale della guerra.*

Con R. decreto dell'11 luglio 1909:

Petrucchi cav. Luigi, primo segretario di 1ª classe, promosso capo sezione di 2ª classe dal 16 luglio 1909.

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Galardi cav. Nicola, capo sezione di 1ª classe, promosso direttore di 2ª classe dal 16 agosto 1909.

*Ragionieri di artiglieria.*

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Terruzzi Guido, ragioniere principale di 3ª classe, collocato in aspettativa per infermità comprovata, con l'annuo assegno di L. 1500 dal 1° agosto 1909 e per la durata di un anno.

*Assistenti degli uffici minori.*

Con R. decreto dell'11 luglio 1909:

Perrone Giacomo, assistente di 3ª classe, collocato a riposo, a sua domanda, per infermità comprovata, con decorrenza dal 1° agosto 1909.

**UFFICIALI IN CONGEDO.**

*Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.*

Con R. decreto del 9 maggio 1909:

I seguenti ufficiali sono collocati a riposo, per anzianità di servizio, con decorrenza 1° giugno 1909 ed iscritti nella riserva:

Richetta cav. Alfredo, maggiore artiglieria — Gargiulo cav. Girolamo, id. id. — Gagliardi cav. Domenico, capitano id. — Pagliani cav. Vincenzo, tenente colonnello personale fortezze — Pezzuti cav. Ugo, maggiore id. — Gerosa Antonio, capitano artiglieria — Pacciani Paolo, id. personale fortezze.

*Ufficiali di complemento.*

Con R. decreto del 3 agosto 1909:

Nicotina Antonino, sottotenente medico, revocata e considerata come non avvenuta la sua promozione a tenente medico fatta con R. decreto 4 luglio 1909.

**MINISTERO DEL TESORO**

**Disposizioni nel personale dipendente:**

Con decreto Ministeriale del 19 luglio 1909:

Galanti Giuseppe, archivista, è promosso dalla 2ª alla 1ª classe con l'annuo stipendio di L. 3500, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Serafini Giuseppe, applicato, è promosso dalla 2ª alla 1ª classe con l'annuo stipendio di L. 2500, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Con R. decreto del 19 luglio 1909:

Formenti Pietro, applicato di classe transitoria, con l'annuo stipendio di L. 1500, e L. 200 di assegno *ad personam*, è nominato applicato di 2ª classe con l'annuo stipendio di L. 2000, a decorrere dal 1° agosto 1909 e con riserva di anzianità.

Con R. decreto del 25 luglio 1909:

Macchi comm. Corrado, direttore capo di ragioneria di 1ª classe, è collocato in aspettativa per motivi di salute, in seguito a sua domanda, a decorrere dal 1° agosto 1909, con l'annuo assegno di L. 4000.

Con R. decreto del 29 luglio 1909:

Barozzi-Foscarini Augusto, ufficiale d'ordine di 2ª classe nelle Amministrazioni militari, è nominato applicato di 2ª classe con l'annuo stipendio di L. 2000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

*Intendenze di finanza.*

Con R. decreto dell'11 luglio 1909:

Zito Alfonso, ragioniere di 4ª classe, a decorrere dal 1° luglio 1909 sono accettate le volontarie sue dimissioni dall'impiego, essendo stato nominato sottotenente commissario nel Corpo di commissariato militare marittimo con R. decreto 17 giugno 1909.

Con R. decreto del 19 luglio 1909:

Farachi Augusto, volontario di ragioneria, è nominato ragioniere di 4ª classe, con l'annuo stipendio di L. 2000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Con decreto Ministeriale del 19 luglio 1909:

Benelli Gino, Battista, ufficiale di scrittura, è promosso dalla 2ª alla 1ª classe, con l'annuo stipendio di L. 4000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Bottiglieri Giuseppe, ufficiale di scrittura, è promosso dalla 3ª alla 2ª classe, con l'annuo stipendio di L. 3500, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Caltagirone Vincenzo, ufficiale di scrittura, è promosso dalla 4ª alla 3ª classe, con l'annuo stipendio di L. 3000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

3<sup>a</sup> classe, con l'annuo stipendio di L. 3000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Pintus Giuseppe, ufficiale di scrittura, è promosso dalla 5<sup>a</sup> alla 4<sup>a</sup> classe, con l'annuo stipendio di L. 2500, a decorrere dal 1° agosto 1909.

Avenia Ferdinando, ufficiale di scrittura, è promosso dalla 6<sup>a</sup> alla 5<sup>a</sup> classe, con l'annuo stipendio di L. 2000, a decorrere dal 1° agosto 1909.

*Personale dipendente dalla Direzione generale del tesoro.*

Con R. decreto del 19 luglio 1909:

Errone-Cataldi Gaetano, segretario di 1<sup>a</sup> classe nelle delegazioni del tesoro, è nominato primo segretario di 2<sup>a</sup> classe, con l'annuo stipendio di L. 4000.

Valerio Armando, volontario nelle delegazioni del tesoro, è nominato segretario di 4<sup>a</sup> classe nelle delegazioni medesime, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Con decreto Ministeriale del 19 luglio 1909:

Tassoni Giovanni, primo segretario di 2<sup>a</sup> classe nelle delegazioni del tesoro, è promosso alla 1<sup>a</sup> classe con l'annuo stipendio di L. 4500.

Capranesi Enrico, segretario di 2<sup>a</sup> classe nelle delegazioni del tesoro, è promosso alla 1<sup>a</sup> classe con l'annuo stipendio di L. 3500.

Chirico Gustavo, segretario di 3<sup>a</sup> classe nelle delegazioni del tesoro, è promosso alla 2<sup>a</sup> classe con l'annuo stipendio di L. 3000.

Veggiani Achille, segretario di 4<sup>a</sup> classe nelle delegazioni del tesoro, è promosso alla 3<sup>a</sup> classe con l'annuo stipendio di L. 2500.

## MINISTERO

### DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

#### Disposizioni nel personale dipendente:

##### *Magistratura.*

Con R. decreto del 27 dicembre 1903:

Lanieri cav. Pietro, consigliere della Corte di cassazione di Palermo, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Palermo con funzioni di presidente di Corte d'assise ed è destinato a presiedere per l'anno giuridico 1909 la Corte ordinaria del circolo di Palermo.

Con R. decreto del 27 dicembre 1903:

Marini cav. Alceste, consigliere della Corte d'appello di Firenze, è nominato dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Firenze con le funzioni di presidente di Corte d'assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere i circoli di Firenze ed Arezzo.

Porcilio cav. Domenico, consigliere della Corte d'appello di Roma, è nominato, dal 1° gennaio 1909, consigliere della Corte di cassazione di Roma.

Cini cav. Luigi, consigliere della Corte d'appello di Firenze, è nominato, dal 1° gennaio 1909, consigliere della Corte di cassazione di Palermo.

Traviso barone cav. Ernesto, consigliere della Corte d'appello di Torino, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Torino, con funzioni di presidente di Corte d'assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere la Corte ordinaria del circolo di Torino.

Riccardi cav. Michele, consigliere della Corte d'appello di Trani, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Trani, con funzioni di presidente di Corte d'assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere la Corte ordinaria del circolo di Trani.

Perroni Ferranti cav. Giacomo, consigliere della Corte d'appello di

Messina, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Messina, con funzioni di presidente di Corte di assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere la Corte ordinaria di assise di Messina.

Capriolo cav. Ferdinando, consigliere della Corte d'appello di Roma, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione di Corte d'appello di Roma con funzioni di presidente di Corte di assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere la Corte ordinaria del circolo di Roma.

Crimi cav. Antonino, consigliere della Corte d'appello di Palermo, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Palermo con funzioni di presidente di Corte di assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere la Corte ordinaria del circolo di Girgenti.

Torella cav. Eraclio, presidente del tribunale civile e penale di Bologna, è nominato, dal 1° gennaio 1909, consigliere della Corte di cassazione di Palermo.

Mosca comm. Tommaso, consigliere della Corte d'appello di Roma, è nominato, dal 1° gennaio 1909, consigliere della Corte di cassazione di Roma.

Mortara cav. Aristide, consigliere della Corte d'appello di Milano, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente di sezione della Corte d'appello di Milano con funzioni di presidente di Corte di assise ed è destinato per l'anno giuridico 1909 a presiedere il circolo di Milano.

Moschini cav. Arturo, procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Firenze, è nominato, dal 1° gennaio 1909, consigliere della Corte di cassazione di Roma.

Secchi cav. Francesco, sostituto procuratore generale presso la Corte d'appello di Napoli, è nominato, dal 1° gennaio 1909, avvocato generale d'appello di Genova.

Ai magistrati anzidetti è assegnato l'annuo stipendio di L. 9666.66 per l'esercizio 1908-1909 e di L. 10,000 per l'esercizio 1909-1910 e successivi.

Con R. decreto del 27 dicembre 1908:

Stecchini Domenico, consigliere della Corte d'appello di Catanzaro, in aspettativa a tutto il 29 dicembre 1908, è confermato nell'aspettativa stessa dal 21 dicembre 1908 a tutto gennaio 1909, con l'assegno in ragione della metà dello stipendio ed è posto temporaneamente fuori del ruolo organico della magistratura dal 21 dicembre 1908.

Mercadante Carrara cav. Tommaso, sostituto procuratore generale presso la Corte d'appello di Palermo, è nominato procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Ariano ed è applicato temporaneamente alla procura generale presso la Corte d'appello di Palermo con funzioni di sostituto procuratore generale.

Noce cav. Carlo, giudice del tribunale civile e penale di Roma, è nominato, dal 1° gennaio 1909, presidente del tribunale civile e penale di Frosinone, con l'annuo stipendio di L. 5666.66 per l'esercizio 1908-1909 e di L. 6000 per l'esercizio 1909-1910 e successivi.

Porta Cesare, giudice del tribunale civile e penale di Lucera, è collocato in aspettativa, per un mese, dal 21 novembre 1908, con l'assegno in ragione della metà dello stipendio.

Cordani Giuseppe, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 2° mandamento di Torino, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Roma, con l'annuo stipendio di lire 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Garra Gregorio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Alcamo, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Palermo, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Azara Antonio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel

- mandamento di Quarta Sant'Elena, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Genova, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Di Cio Giuseppe, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 4º mandamento di Milano, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Milano, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Pace Luigi, uditore presso la 1ª pretura urbana di Roma, è nominato giudice aggiunto presso la R. procura del tribunale civile e penale di Roma, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Vicchi Giovanni, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Imola, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Ferrara, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Cannada Luigi, uditore presso la procura generale della Corte d'appello di Palermo, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Catania, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Arpaia Pasquale, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Somma Vesuviana, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Napoli, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- De Simone Ludovico, uditore presso la Corte d'appello di Napoli, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Santa Maria Capua Vetere, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Stancanelli Guido, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 2º mandamento di Catania, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Firenze, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Artina Gastone, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Biella, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Milano, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Algise Marco Celio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 2º mandamento di Venezia, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Venezia, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- De Matteis Vincenzo, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 2º mandamento di Bari, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Milano, con l'annuo stipendio di L. 2000 cessando dal percepire la detta indennità.
- Armao Gaetano, uditore presso il 4º mandamento di Palermo, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Palermo, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Mandrioli Dino, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 1º mandamento di Spezia, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Piacenza, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Marini Pasquale, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 1º mandamento di Cagliari, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Cagliari, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Curoio Francesco, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore, nel mandamento di Polla, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Benevento, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Valenzano Saverio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 1º mandamento di Milano, e con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Lecce, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Bronzini Giuseppe, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 2º mandamento di Bologna, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Modena, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Negro Armando, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 4º mandamento di Roma, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Spoleto, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Berruti Mario, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Savona, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Como, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Trimarchi Francesco, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Partinico, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Palermo, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- De Luce Antonio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 1º mandamento di Venezia, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Bologna, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Rubino Francesco Paolo, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Foggia, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Taranto, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Campagna Orazio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 1º mandamento di Catania, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Caltagirone, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Rovelli Luigi, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 4º mandamento di Milano, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Caltanissetta, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Porcu Leonida, uditore presso la 2ª pretura urbana di Roma, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Casale, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Rinaldi Giuseppe, uditore in temporanea missione di vice pretore nel 1º mandamento di Ferrara, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Lecce, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Zeuli Enrico, uditore presso il 3º mandamento di Napoli, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Ariano di Puglia, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Ruoppolo Francesco, uditore presso l'11º mandamento di Napoli, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Trani, con l'annuo stipendio di L. 2000.
- Spanò Alberto, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Catanzaro, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso il tribunale civile e penale di Catanzaro, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.
- Gatti Ferdinando, uditore presso il 12º mandamento di Napoli, è nominato giudice aggiunto di 2ª categoria presso la R. procura

del tribunale civile e penale di Trani, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Dandolo Tullio, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Brindisi, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Trani, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Formosa Pietro, uditore in temporanea missione di vice pretore nella pretura urbana di Firenze, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Melfi, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Alessio Arcangelo, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Cerignola, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la R. procura del tribunale civile e penale di Palermo, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Guidi Giuseppe, uditore presso il 6° mandamento di Roma, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria, presso il tribunale civile e penale di Frosinone, con l'annuo stipendio di L. 2000.

De Sanctis Gustavo Adolfo, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Frascati, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Teramo, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Gullotti Gioacchino, uditore presso il tribunale di Messina, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la regia procura del tribunale civile e penale di Nicosia, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Ponti Ernesto, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Busto Arsizio, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria e destinato in missione di vice pretore nella pretura urbana di Milano, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Cimino Guido, uditore nel mandamento di Nicastro, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Lucera, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Samuelli Luigi, uditore nel 1° mandamento di Roma, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la regia procura del tribunale civile e penale di Taranto, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Pedroni Francesco, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Bitti, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la regia procura del tribunale civile e penale di Melfi, con l'annuo stipendio di L. 2000 cessando dal percepire la detta indennità.

Guarino Pasquale, uditore nella 1<sup>a</sup> pretura urbana di Napoli, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Lucera, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Abbt Evelino, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Lucca, con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso la regia procura del tribunale civile e penale di Lecce, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Mussumeci Giuseppe, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Acireale, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Lucera, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Romano Enrico, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Marsala, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, e con la mensile indennità di L. 100, è nominato giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Lucera, con l'annuo stipendio di L. 2000, cessando dal percepire la detta indennità.

Pellegrini Francesco, giudice aggiunto di 2<sup>a</sup> categoria presso il tribunale civile e penale di Nicastro, in aspettativa fino a tutto il 21 dicembre 1908, è richiamato in servizio dal 20 dicembre 1908, presso lo stesso tribunale di Nicastro.

Cagni Vincenzo, giudice di 2<sup>a</sup> categoria con funzioni di pretore nel mandamento di Petralia Sottana, collocato in aspettativa fino a tutto il 24 dicembre 1908, è richiamato in servizio dal 25 dicembre 1908, ed è tramutato al mandamento di Niscemi, con le stesse funzioni.

Sborselli Giuseppe, giudice aggiunto di 1<sup>a</sup> categoria, con funzioni di pretore nel mandamento di Bomba, è collocato in aspettativa per due mesi, dal 9 dicembre 1908, con l'assegno del terzo dello stipendio, lasciandosi per lui vacante lo stesso mandamento di Bomba.

Sono accettate le volontarie dimissioni rassegnate da Cassola Angelo dalla carica di giudice aggiunto con funzioni di pretore nella pretura urbana di Milano dal 16 gennaio 1909 e gli è conferito il titolo e grado onorifico di giudice di tribunale.

I sottonotati sono nominati vice pretori nel mandamento per ciascuno di essi indicato, pel triennio 1907-1909:

Filippucci Luigi, nel mandamento di Valentano.

Ravezzi Camillo, nel 1° mandamento di Alessandria.

Gallina Francesco, nel 4° mandamento di Genova.

Sono accettate le dimissioni rassegnate da:

Moresco Francesco, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Lucca Capannori.

Citeroni Lino, dall'ufficio di vice pretore nel mandamento di Ripatransone.

Roberti Raffaele, dall'ufficio di vice pretore nel mandamento di Montesantangelo.

Con R. decreto del 10 gennaio 1909:

Baretta Vincenzo, giudice del tribunale civile e penale di Torino, è collocato in aspettativa per due mesi, dal 5 gennaio 1909, con l'assegno in ragione della metà dello stipendio.

Schioppa Giovanni Giuseppe, giudice del tribunale civile e penale di Sant'Angelo dei Lombardi, è collocato in aspettativa per un mese, dal 4 gennaio 1909, con l'assegno in ragione della metà dello stipendio.

#### *Cancellerie e segreterie.*

Con decreto Ministeriale del 31 dicembre 1908:

Il decreto Ministeriale 29 ottobre 1908, col quale, fra gli altri, Desideri Augusto, aggiunto di cancelleria della Corte d'appello di Cagliari, fu tramutato al tribunale di Perugia, nei soli rapporti del Desideri, è rettificato come segue:

Desideri Augusto, aggiunto di cancelleria della Corte d'appello di Cagliari, è nominato aggiunto di cancelleria della pretura di Marostica, con l'attuale stipendio di L. 1500.

Con R. decreto del 7 gennaio 1909:

Vannini Celso, vice cancelliere della Corte d'appello di Lucca, è nominato cancelliere del tribunale di Volterra, con l'attuale stipendio di L. 2766.65 per l'esercizio corrente e di L. 3000 per gli esercizi successivi.

Frassinelli Napoleone, cancelliere della pretura di Marostica, in aspettativa fino al 4 gennaio 1909, è confermato nella stessa aspettativa per altri tre mesi, dal 5 gennaio 1909, continuando a percepire l'attuale assegno.

Fiorentini Giuseppe, cancelliere della pretura di Cesena, in aspettativa fino al 31 dicembre 1908, è richiamato in servizio nella stessa pretura di Cesena, dal 1° gennaio 1909.

Con decreto Ministeriale del 7 gennaio 1909:

Onetti Agapito Carlo, cancelliere del tribunale di Pisa, è nominato vice cancelliere della Corte d'appello di Lucca, con l'attuale stipendio di L. 4000.

Barsanti Dedalo, aggiunto di cancelleria della pretura di Grosseto, sottoposto a procedimento penale, è sospeso dall'esercizio delle funzioni dal 1° gennaio 1909.

Basile Vincenzo, aggiunto di cancelleria della pretura di San Giovanni Rotondo, è privato dallo stipendio dal 5 dicembre 1908.

Jorio Francesco, aggiunto di cancelleria della pretura di Seui, in aspettativa fino al 30 novembre 1908, è confermato nella stessa aspettativa per altri cinque mesi, dal 1° dicembre 1908, con la continuazione dell'attuale assegno.

Balza Giuseppe, alunno di 1<sup>a</sup> classe della procura generale presso la Corte d'appello di Casale, in servizio al tribunale di Alessandria, è collocato in aspettativa per mesi quattro, dal 1° gennaio 1909, con l'assegno pari alla metà dell'attuale suo stipendio di L. 1160 per l'esercizio corrente e di L. 1200 sugli esercizi successivi.

Lauriola Matteo, alunno di 2<sup>a</sup> classe della 1<sup>a</sup> pretura di Ferrara, in aspettativa fino al 30 novembre 1908, è confermato nella stessa aspettativa per altri due mesi, dal 1° dicembre 1908.

Franchi Angelo, alunno di 2<sup>a</sup> classe del tribunale di Roma, mantenuto in servizio alla pretura di Camporgiano, è collocato in aspettativa per mesi due, dal 16 dicembre 1908, con l'assegno corrispondente alla metà dell'attuale suo stipendio di L. 840 per l'esercizio corrente e di L. 900 per gli esercizi successivi.

Con R. decreto del 10 gennaio 1909:

Giordano Onesimo, vice cancelliere della Corte di cassazione di Roma, è nominato cancelliere della Corte d'appello di Ancona, con l'attuale stipendio di L. 4333.33 per l'esercizio corrente e di L. 4500 per gli esercizi successivi.

Oddonino Pietro, cancelliere della pretura di Caluso, è, a sua domanda, collocato a riposo dal 1° gennaio 1909.

Con decreto Ministeriale del 10 gennaio 1909:

Gordini Alfonso, cancelliere della Corte d'appello di Brescia, ove non ha preso possesso, è nominato vice cancelliere della Corte di cassazione di Roma, coll'attuale stipendio di L. 4333.33 per l'esercizio corrente e di L. 4500 per gli esercizi successivi.

#### Notari.

Con R. decreto del 22 novembre 1908, registrato alla Corte dei conti il 26 dicembre successivo:

Morreale Antonino, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Montedoro, distretto notarile di Caltanissetta.

Conte Angelo, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Buttigliera d'Asti, distretto notarile di Asti.

Spinelli Luigi, notaro residente nel comune di San Felice sul Panaro, distretto notarile di Modena, è traslocato nel comune di Modena.

Pilolli Domenico, notaro nel comune di Napoli, è traslocato nel comune di Taranto.

Capparelli Francesco Saverio, notaro residente nel comune di Altomonte, distretto notarile di Castrovillari, è traslocato nel comune di Acquafredda, stesso distretto.

Con R. decreto del 10 dicembre 1908, registrato alla Corte dei conti il 28 dicembre 1908:

Blandino Vincenzo, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Pozzallo, distretto notarile di Modica.

Di Marco Vito, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Regalbuto, distretto notarile di Nicosia.

Castellana Angelo, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Sant'Angelo Muxaro, distretto notarile di Girgenti.

Gallo Luigi, candidato notaro, è nominato notaro nel comune di Montallegro, distretto notarile di Girgenti.

Cruciani Giuseppe, notaro residente nel comune di Deruta, distretto

notarile di Perugia, è traslocato nel comune di Marciano, stesso distretto.

Caputo Alfonso, notaro nel comune di Imola, distretto notarile di Bologna, è traslocato in Montaperto, frazione del comune di Girgenti.

Con R. decreto del 13 dicembre 1908, registrato alla Corte dei conti il 26 detto mese:

Errico Pietro, notaro in Potenza, nominato conservatore tesoriere di quell'archivio notarile distrettuale, è autorizzato a continuare l'esercizio del notariato.

Con decreto Ministeriale del 30 dicembre 1908:

È concessa:

al notaro Nonno Diego una proroga fino a tutto il 20 aprile 1909, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Chiauci, distretto notarile d'Isernia;

al notaro Iannuzzi Barbato una proroga fino a tutto il 20 marzo 1909, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Valle dell'Angelo;

al notaro Barberis Vittorio una proroga fino a tutto il 12 marzo 1909, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Casale.

#### Archivi notarili.

##### Personale subalterno.

Chiodelli Francesco, sotto archivista nell'archivio notarile di Napoli, è promosso archivista coll'annuo stipendio di L. 2500.

Gargiulo Antonio, copista nell'archivio notarile di Napoli, è promosso sotto archivista coll'annuo stipendio di L. 1800.

Mazzone Enrico, è nominato copista nell'archivio notarile di Napoli, coll'annuo stipendio di L. 1300.

Morelli Vincenzo Umberto, è nominato sotto archivista nell'archivio notarile di Udine, coll'annuo stipendio di L. 1200.

##### Economi dei benefici vacanti.

Con R. decreto del 5 novembre 1908, registrato alla Corte dei conti il 31 dicembre 1908:

Rescigno Michele, approvato nell'esame di concorso ai posti di vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera amministrativa negli economati generali dei benefici vacanti, è nominato vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera medesima nell'economato generale dei benefici vacanti di Bologna, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Morelli Pio, approvato nell'esame di concorso ai posti di vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera amministrativa negli economati generali dei benefici vacanti, è nominato vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera medesima nell'economato generale dei benefici vacanti di Firenze, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Gallotti Luigi, approvato nell'esame di concorso ai posti di vice segretario di 2<sup>a</sup> classe nella carriera amministrativa negli economati generali dei benefici vacanti, è nominato vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera medesima nell'economato generale dei benefici vacanti di Firenze, con l'annuo stipendio di L. 2000.

Bicci Gabriello, approvato nell'esame di concorso ai posti di vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera amministrativa negli economati generali dei benefici vacanti, è nominato vice segretario di 2<sup>a</sup> classe della carriera medesima nell'economato generale dei benefici vacanti di Milano, coll'annuo stipendio di L. 2000.

Con R. decreto del 13 dicembre 1908, registrato alla Corte dei conti il 31 dicembre 1908:

Semmola Domenico, vice segretario di 1<sup>a</sup> classe di carriera amministrativa nell'economato generale dei benefici vacanti di Pa-

Iermo, in servizio da meno di dieci anni, è collocato, a sua domanda, in aspettativa per motivi di salute, per mesi due, a decorrere dal 1° dicembre 1908, con l'assegno in ragione di un terzo del suo attuale stipendio.

Con R. decreto del 20 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 30 dicembre 1908:

Fili Astolfone comm. Ignazio, consigliere della Corte di cassazione di Roma, con R. decreto del 23 febbraio 1908 incaricato di una ispezione straordinaria nell'economato generale dei benefici vacanti di Firenze, e di reggere temporaneamente l'ufficio stesso fino alla nomina del nuovo titolare, cessa dalla missione sopraccennata col giorno 20 dicembre 1908.

D'Ayala cav. Michelangelo, segretario capo di 1ª classe nell'Economato dei benefici vacanti di Napoli, è nominato economo generale dei benefici vacanti di Firenze, con l'annuo stipendio di L. 7000, e con decorrenza dal 20 dicembre 1908.

Con R. decreto del 20 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 5 gennaio 1909:

Fiocchi cav. Pietro, segretario capo di 2ª classe nell'Economato generale dei benefici vacanti in Firenze, è nominato segretario capo di 1ª classe nell'Economato generale di Napoli con l'annuo stipendio di L. 6000, e con decorrenza dal 20 dicembre 1908.

#### Culto.

Con R. decreto del 3 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 30 successivo:

È stato respinto il ricorso del parroco di Stefanacani contro la decisione del dì 11 gennaio 1904 con la quale la Giunta provinciale amministrativa di Catanzaro ordinò che dal bilancio del comune di Stefanacani per l'anno 1904 fosse radiata la somma di L. 200, iscritta a favore del detto parroco per la messa matutina.

È stato respinto il ricorso del sindaco del comune di Fontaneto d'Agogna contro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Novara in data del 1° maggio 1907, che ordinava, fra l'altro, la cancellazione, dal bilancio del Comune stesso, dell'assegno di L. 300 per il mantenimento del cappellano in quella parrocchia di Santa Maria Assunta.

È stato respinto il ricorso del comune di Ferriere contro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Piacenza in data del 14 agosto 1907, che dichiarava obbligatorio, per il Comune stesso, di contribuire nella spesa per i lavori alla casa canonica della parrocchia di San Rocco in Metteglia-Ciregna, riservandosi di provvedere, occorrendo, per l'apposito stanziamento nel bilancio comunale e di emettere il mandato coattivo, trascorso il termine utile per reclamare contro la detta dichiarazione di obbligatorietà.

Sono stati accolti i ricorsi del sacerdote Michele Vassolo, parroco della chiesa di Santa Maria Assunta in Pietrabbondante, contro le decisioni della Giunta provinciale amministrativa in Campobasso in data del 5 dicembre 1903 e 27 maggio 1904, che ordinavano la cancellazione, dal bilancio del comune di Pietrabbondante, delle spese per funzioni religiose, perchè non ne era stata dimostrata la obbligatorietà; nonchè contro l'altra decisione del 19 dicembre 1906, con la quale la detta Giunta provinciale amministrativa, riconoscendo bensì obbligatorio, per il Comune stesso, l'assegno di annue L. 125 per opere di culto, confermava però non dovuti, perchè ritenuti di carattere facoltativo, gli altri assegni di L. 72.50 per la messa all'alba, di L. 76.25 per il sagrestano e di L. 40 per l'organista della chiesa suindicata.

Con R. decreto del 3 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 31 successivo:

È stato respinto il ricorso del sindaco del comune di Ragusa con-

tro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Siracusa in data del 18 luglio 1906, che disponeva la emissione di ufficio, del mandato a carico del Comune stesso, per la somma di L. 2500 dovuta a titolo di congrua al parroco di quella chiesa di San Giovanni Batta per il quinquennio 1901-1905.

Con R. decreto del 6 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 30 successivo:

È stato respinto il ricorso del sindaco del comune di Zinasco contro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Pavia in data del 7 marzo 1907, che disponeva di ufficio il ripristino, nel bilancio del Comune stesso, dell'annuo assegno di L. 280 per congrua al parroco della chiesa dell'Assunzione di Maria Vergine in Sairano, assegno già riconosciuto obbligatorio con altro R. decreto del 29 luglio 1906.

Con R. decreto del 13 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 30 successivo:

È stato dichiarato irricevibile il ricorso del sindaco del comune di Sonnino contro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Roma in data del 20 aprile 1906, che ordinava, fra l'altro, la cancellazione, dal bilancio del Comune stesso, della somma di L. 630 iscritta a favore dei padri Congregazionisti del Preziosissimo Sangue per uffici di culto da essi prestati in quella chiesa di San Pietro; ma è stato, in pari tempo, annullata di ufficio la decisione medesima nei sensi dell'art. 100 del regolamento 19 settembre 1899, n. 391, per la esecuzione della legge comunale e provinciale.

È stato accolto il ricorso dei sacerdoti Pietrantonio Stasi e Francesco Nuzzo, parroci rispettivamente delle chiese dei SS. Filippo e Giacomo in Diso e di San Vitale nella frazione Marittima, contro la decisione della Giunta provinciale amministrativa di Lecce in data 30 aprile 1907, che radiava dal bilancio del comune di Diso per l'anno stesso la somma complessiva di L. 169 per assegni ai sagrestani, agli organisti, ed ai tiramantici delle chiese suindicate; disponendosi però che gli assegni medesimi siano limitati alla misura minima in cui furono stanziati per l'ultimo trentennio.

Con R. decreto del 13 dicembre 1908,  
registrato alla Corte dei conti il 2 gennaio 1909:

Sono stati autorizzati ad accettare:

Il parroco di Santa Maria Novella in Firenze, il legato disposto dal fu marchese Carlo Riccardi, e a ricevere in via di affrancazione dal marchese Massimiliano Strozzi la somma di L. 10,000;

Il parroco di San Martino a Mensola, il legato disposto dal fu marchese Carlo Riccardi, e a ricevere in via di affrancazione dal marchese Massimiliano Strozzi la somma di L. 5000;

La fabbriceria parrocchiale di Brogliano, il legato di L. 300, disposto dal fu Giovanni Stocchiero;

L'Opera di San Filippo Neri in Castelfranco di Sopra, la eredità disposta dal fu sacerdote Bernardino Filippini;

Il parroco di San Donato a Certignano, il legato consistente in tutti gli arredi sacri, biancheria ad uso di Chiesa, suppellettili sacre e mobilia di canonica, disposto dal fu sacerdote Bernardino Filippini;

La deputazione della Sacra distribuzione della cattedrale di Girgenti, il legato dell'annua rendita di L. 114.75, disposto in favore della parrocchia di Santa Croce in quel Comune, dalla fu Antonina Balli;

Il parroco di Gonnese, il legato di un fondo rustico, disposto dal fu Vincenzo Corona;

Il R. subeconomo dei benefici vacanti di Reggio Emilia, in temporanea rappresentanza della mensa vescovile di Guastalla, dal titolare di questa, monsignor Andrea Sarti, la donazione di una cappella mortuaria;

- La fabbriceria parrocchiale di Moio dei Calvi, il legato di L. 200, disposto dal fu Lorenzo Mainetti;
- La fabbriceria parrocchiale di San Zenone in Porcherà, comune di Mondonico, il legato di L. 1500, disposto dalla fu Angela Ferrario vedova Gerli;
- Il parroco di San Giorgio Martire in Prizzi, il legato di L. 500, disposto dalla fu Maria Oliva Blanda;
- La fabbriceria parrocchiale di Venas, due legati, l'uno di L. 1000, l'altro di L. 500, disposto dal fu Pietro Luigi Olivo.

Con R. decreto del 20 dicembre 1903,  
registrato alla Corte dei conti il 4 gennaio 1909:

Sono stati autorizzati ad accettare:

- La fabbriceria parrocchiale di San Pietro in Sala in Milano, il legato di L. 20,000, disposto dalla fu Erminia Villa vedova Ferrari; nonchè ad erogare la detta somma in estinzione del mutuo stipulato coi signori Luigi Ferrarì e Gaetano Taveggia, approvandosi in via di sanatoria, l'acquisto dell'area per la costruzione della nuova chiesa, fatto dalla fabbriceria suddetta;
- La fabbriceria parrocchiale di Brignano Gera di Adda, il legato di un immobile ad uso di chiesa con accessori, disposto dal fu Cesare Aresi;
- Il parroco di Santa Maria Assunta in Montagnana, il legato di un appezzamento di terreno con casa ed adiacenze, disposto dal fu cav. Girolamo Chingaglia;
- La fabbriceria parrocchiale di Montegalda, il legato di L. 500, disposto dal fu conte Giovanni Pietro Grimani Giustiniani;
- Il parroco dei SS. Giovanni e Paolo in Napoli, il legato dell'annuo canone di L. 38, disposto dalla fu Adelaide Aversano;
- La fabbriceria parrocchiale di Santa Sofia in Padova, il legato di L. 600 nette, disposto dalla fu Elisabetta Pasquali vedova Longo;
- La fabbriceria parrocchiale di Santa Maria Immacolata e San Marziano in Pegli, il legato di L. 1000, disposto dal fu Marcello Gambaro.

Con R. decreto del 7 gennaio 1909:

È stato concesso l'*Exequatur* alle Bolle pontificie, con le quali furono nominati:

- Carapelli sac. Carlo al canonico detto « di Laterino » nel Capitolo cattedrale di Siena;
- Cherchi sac. Antonio al canonico arcipretale nel Capitolo cattedrale di Sassari;
- Marcacci sac. Pietro all'arcipretura, prima dignità, nel Capitolo della Primaziale di Pisa;
- Tebaldi sac. Giuseppe, coadiutore, con diritto di futura successione, del parroco di San Sebastiano di Monteciccardo, sac. Paolo Clementi, ora defunto.
- Castellani sac. Giovanni al beneficio parrocchiale di Santa Maria in Artegua.
- Tizian sac. Pellegrino al beneficio parrocchiale di Santa Maria Maggiore in Servo di Sovramonte.
- Caporale sac. Francesco al beneficio parrocchiale di Santa Maria di Cataro in Catanzaro.
- Tonni sac. Lazzaro al beneficio parrocchiale di San Clemente in San Clemente.
- Rambelli sac. Giuseppe al beneficio parrocchiale di San Pietro in Trento, comune di Ravenna, con la riserva delle annue pensioni di L. 360, 150 e 100 rispettivamente a favore delle parrocchie della Santa Concezione di Coccolia e di San Lorenzo di Filetto di detto comune di Ravenna e di San Tommaso di Durazzino in comune di Forlì.

Sono stati nominati in virtù del R. patronato:

- Maddock sac. Giacomo Alberto al canonico IV nel capitolo cattedrale di Livorno.
- De Dominicis sac. Giuseppe alla parrocchia di San Giovanni in Pergulis in Valle San Giovanni, comune di Montorio al Vomano.

## MINISTERO DEL TESORO

### Direzione generale del Debito pubblico

#### Rettifica d'intestazione (1<sup>a</sup> pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite del consolidato 3.75 0/0, n. 568,320, n. 568,321 e n. 568,322 d'iscrizione, di L. 4286,25 ciascuna, intestate rispettivamente ai coniugi Sinigaglia Carlo di Isaia e Fossati Francesca Maddalena di Luigi e figli legittimi nati di Sinigaglia Carlo di Isaia, domiciliati in Brescia - a Sinigaglia Emilia di Cesare, minore, sotto la patria potestà del padre e figli nati legittimi di Sinigaglia Cesare di Isaia - ed ai figli legittimi nati di Sinigaglia Giorgio di Isaia; tutte con usufrutto vitalizio a favore di Anna Brupbacher fu Adolfo, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrè dovevano intestarsi, per quanto riguarda l'usufrutto, a Brupbacher Anna fu Rodolfo, vera usufruttuaria delle rendite stesse.

In analogia all'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 25 agosto 1909.

Il direttore generale  
MORTARA.

#### Rettifica d'intestazione (3<sup>a</sup> pubblicazione).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 3,75 - 3,50 0/0, cioè: n. 463,597 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 123,75 - 115,50 al nome di Loffi Rocedolino Celestino di Quintino, domiciliato in Stroppiana (Novara), vincolata, e n. 472,078 per L. 3,75 - 3,50 al nome di Loffi Randolino, ecc., come sopra, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrè dovevano invece intestarsi a Loffi Randolino Celestino, ecc., come sopra, vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 25 agosto 1909.

Per il direttore generale  
GARBAZZI.

#### Smarrimento di ricevuta (3<sup>a</sup> pubblicazione).

Il signor Fleres notaio Giuseppe fu Vincenzo Saverio, ha denunciato lo smarrimento di una ricevuta n. 1033 di protocollo e n. 352 di posizione, statagli rilasciata dalla intendenza di finanza di Messina in data 19 dicembre, in seguito alla presentazione da lui fatta di n. 9 cartelle della rendita complessiva di L. 1076,25 consolidato 3,75 0/0, con decorrenza dal 1° luglio 1908.

A termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avere interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Fleres suddetto il nuovo titolo proveniente dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 25 agosto 1909.

Per il direttore generale  
GARBAZZI.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).

Il prezzo medio del cambio dei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 26 agosto, in L. 100.27.

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

25 agosto 1909.

CONSOLIDATI	Con go-timento in corso	Senza cedola	Al netto degli interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % netto ....	104.37 01	102.49 01	103.79 78
3 1/2 % netto ...	103.74 69	101.99 69	103.21 43
3 % lordo .....	72.07 08	70.87 03	71.10 35

## PARTE NON UFFICIALE

### ITALIA E Turchia

I giornali parigini ricevono da Costantinopoli, in data di ieri, che il Consiglio dei ministri ha stabilito il testo della Nota che consegnerà quest'oggi agli ambasciatori delle quattro potenze protettrici di Creta.

Da fonte autorizzata si apprende che la Nota dice che, quando le potenze inviarono la recente Nota alla Turchia, esse dovevano temere che la Turchia nutrisse sentimenti bellicosi verso la Grecia, ma questo timore è completamente infondato, perchè la Turchia, è assolutamente pacifica, come lo dimostra la storia degli anni scorsi.

Se la Turchia si pose in comunicazione colla Grecia fu soprattutto in causa delle mene dei greci in Macedonia, manifestamente diretti da Atene. La Turchia ha tenuto ad avere assicurazioni formali dall'a Grecia a questo riguardo, ma non ha mai pensato ad immischiarsi nella soluzione della questione cretese.

La Nota, dopo aver dichiarato che le due recenti Note della Grecia sono soddisfacenti, ringrazia le potenze del ritiro degli aganti civili e della soppressione del controllo finanziario in Macedonia. Essa declina la loro offerta di buoni servigi in Macedonia, dicendo, per quanto riguarda le riforme previste dal trattato di Berlino, che la Turchia, godendo del regime costituzionale, eseguirà le riforme necessarie, non soltanto in Macedonia, ma in tutto l'Impero.

È da notare che la Nota insiste sulla ferma volontà della Turchia di mantenere la pace a condizione che i diritti legittimi della Turchia siano tutelati.

Contrariamente alla decisione del Consiglio dei ministri di domenica scorsa, la Nota non chiede l'apertura immediata di negoziati per regolare definitivamente l'autonomia di Creta.

La Porta ha riservato questa questione, che sarà oggetto di nuovo esame e, se sarà necessario, di nuove comunicazioni alle potenze.

Il Consiglio dei ministri si è occupato poi della situazione nello Yemen, che si dice allarmante.

Infatti, corre voce che g' insorti, comandati da Sabiali Mehmed, abbiano attaccato Sanaa ed abbiano fatto saltare il deposito delle munizioni. Molti soldati sarebbero rimasti uccisi e due cannoni distrutti.

I giornali londinesi hanno da Costantinopoli che quattro navi da guerra della squadra turca, agli ordini dell'ammiraglio Gamble, hanno ricevuto ordine di recarsi ad Hobeida per tenersi pronte ad ogni evento.

Anche in certe regioni dell'Albania sono segnalati atti d'insubordinazione.

Si conferma che a Verisovic, avendo un *meeting* protestato contro la riscossione delle imposte, un distaccamento, inviato in seguito a tale dimostrazione sul luogo, fu ricevuto a colpi di fucile.

A Spek un altro distaccamento è stato attaccato o vi sarebbero parecchi morti e parecchi feriti. Si mandano battaglioni di rinforzo a Mitrovitza.

Il *Correspondenz Bureau* ha da Salonicco che, secondo notizie ufficiali, Hakki bey, comandante della guarnigione d'Ipek, e Diaffer bey, capo dello stato maggiore di Mitrovitza, combattono nelle vicinanze di Berana (Sangiaccato d'Ipek) cogli albanesi, che avrebbero subito perdite molto sensibili. Le truppe hanno avuto sinora quattro morti e quattro feriti.

Telegrafano al *Piccolo* da Ulskueh, in data del 21 corrente, che l'elemento militare medita una spedizione militare per punire i villaggi albanesi che presero parte al movimento. Anche da Rogavo, ai confini del Montenegro, si segnalano combattimenti con g' insorti albanesi.

Si ritiene come gravissima la situazione nell'Albania.

\*\*\*

Mentre la Porta sta componendo la questione cretese e meditando la punizione dei ribelli albanesi, Talaat bey, nuovo ministro dell'interno, studia tutto un piano di riforme amministrative.

Egli dà una grande importanza al funzionamento dell'amministrazione nelle provincie, alla scelta dei governatori generali e dei funzionari superiori, ai quali ha recentemente inviate nuove istruzioni.

Talaat bey, secondo il *Temps*, vuole un'inchiesta minuziosa sul valore e sulla capacità di ciascun funzionario; i deficienti e i disonesti saranno surrogati, e se qualcuno di questi avrà agito contrariamente agli interessi dello Stato, sarà giudicato e licenziato.

Egli vuole inoltre che la giustizia sia eguale per tutti; la razza e la religione non debbono, come nel passato, servir di pretesto a parzialità.

E per ottenere ciò il ministro dell'interno porta tutte le sue cure alla organizzazione d'una direzione di sicurezza pubblica, la cui sede sarà naturalmente Costantinopoli. Questa sicurezza generale avrà sotto la sua dipendenza tutta la polizia dell'Impero. Il colon-

nello Ghaliib bey, che ne è stato nominato direttore generale, è proprio all'altezza della situazione. In quanto a Costantinopoli, il servizio di sicurezza sarà ripartito in 33 sezioni. A capo di ciascuna sezione si porrà un capo scelto fra i giovani diplomati della scuola di diritto. I commissari dei posti centrali della capitale saranno presi fra i procuratori o i giudici della Macedonia.

\*\*

Si smentisce da Melilla l'avanzata degli spagnuoli, che era stata annunciata da taluni giornali europei. Solamente ieri sono incominciati i lavori per stabilirne il piano strategico.

Martedì sera i rifiani hanno attaccato nuovamente le varie posizioni spagnuole ed il consueto convoglio quotidiano.

Telegrammi da Melilla segnalano sempre nuove sorprese da parte dei Mauri. Anche martedì scorso essi, venuta la notte, piombarono inaspettatamente sulle fortificazioni cominciate dalle truppe spagnuole; ma furono respinti con grandi perdite; ed eguali perdite ebbero nell'assaltare un vagone merci blindato del treno della nuova linea strategica.

\*\*

Il protocollo concluso fra gli Stati Uniti e il Venezuela, dopo la caduta del presidente Castro, per regolarizzare le difficoltà fra le due Repubbliche, non è stato sottoposto al Congresso venezueliano che alla fine di luglio. Nell'intervallo si è provato di regolare amichevolmente gli affari degli asfalti e della corporazione dell'Orenoque, a fine di preparare la ratifica del protocollo, che incontra una viva opposizione nel Congresso di Caracas.

Il generale Celestino Peraza, capo della opposizione, pur disapprovando completamente questa convenzione diplomatica, consiglia intanto il Congresso di ratificarla per evitare serie complicazioni con gli Stati Uniti e gravi imbarazzi al Governo.

Il Congresso ha ricevuto un messaggio dall'ex presidente, con cui Castro attacca vivamente il protocollo americano.

I partigiani di lui, che sono una debole minoranza, hanno fatto vani sforzi per ottenere che la Commissione del Congresso, al quale questo messaggio è stato mandato, facesse un rapporto su tale documento.

Per l'arresto avvenuto a Maracaibo del tedesco Teodoro Hauer, genero del presidente dello Stato di Zulia, ritenuto quale emissario di Castro, un certo numero di castristi vive in apprensione a Caracas, poichè sono note le loro mene.

Il Governo si proporrebbe di licenziare i funzionari dell'ex dittatore, sospetti di facilitare i progetti di ritorno al potere di questi.

## NOTIZIE VARIE ITALIA.

S. M. il Re è giunto ieri alle 15.30 a Volta Mantovana.

Per l'apostolato della pace. — A Cristiania, presenti i membri del Governo, il Corpo diplomatico, tra cui l'inca-

ricato d'affari d'Italia, Ferrauti, recatovisi espressamente da Copenhagen, e numerose notabilità norvegesi e straniere, Ernesto Teodoro Moneta, uno dei premiati Nobel, ha tenuto ieri la conferenza che usano tenere i premiati Nobel, trattando il tema: « La Pace o il Diritto nella tradizione italiana ».

I passi della conferenza, rievocanti fatti e personaggi del risorgimento italiano, sono stati particolarmente applauditi, e la fine è stata salutata da una calorosa ovazione.

Ieri sera il Comitato dello Storting per l'assegnazione del premio Nobel della pace, offrì un pranzo in onore di Teodoro Moneta.

Il Re, trattenuto da affari di Stato lungi dalla capitale, ritornato nella notte, ricevette stamattina il chiaro conferenziere. Questo è festeggiatissimo.

I giornali ne pubblicano il ritratto, che accompagnano con biografie in cui elogiano il pacifista italiano ed aderiscono alle molteplici onoranze colà organizzate, nelle quali il nome di Moneta è associato alle manifestazioni di simpatia per l'Italia.

**Le grandi manovre.** — All'alba di stamane si aprirono le ostilità e si iniziarono le operazioni effettive dei due partiti partecipanti alle grandi manovre.

Tali operazioni dovranno essere considerate come dipendenti da altre che sarebbero avvenute in un teatro di guerra più vasto e che qui di seguito si indicano come situazione generale supposta:

Un'armata rossa, superate le resistenze opposte dal nemico in Valle d'Adige, sui monti Lessini e in Valle Leogra, ha respinto verso sud un'armata azzurra che la fronteggiava.

Questa, rinforzata di nuove truppe, è riuscita ad arrestarsi sulla linea Mincio-Po, fra Mantova e Ostiglia, ove ha anche eretto opere semipermanenti. Il suo quartiere generale è a Borgoforte. Dalla detta linea ha potuto respingere dal 20 al 24 agosto nuovi attacchi dell'armata rossa.

Quest'ultima armata si suppone avanzata fra Marmirolo e le valli grandi veronesi ed obbligata per le difficoltà del terreno coperto di risaie e intersecate da canali, a tenersi preferibilmente sulle direttrici stradali, all'incirca sulla linea Marmirolo-Pero-Castelbelforte-Castel d'Ario-Villimpenta-Ponte sul Tartaro. Il suo quartiere generale è a Isola della Scala.

I temi per i due partiti saranno comunicati al momento preciso della loro attuazione.

**Navigazione aerea.** — Ieri, a Bracciano, il dirigibile militare *I bis* ha eseguito la prova di velocità di andatura normale, per la durata di un'ora e su base misurata; comprese cinque virate.

La velocità media è risultata di 51 chilometri all'ora.

Il consumo di zavorra e di gas è stato nullo.

Erano in navicella gli ufficiali Crocco, Ricaldoni, Scelsi, Munari e Ceratti ed il meccanico Contini.

Tutto ha funzionato in modo perfetto.

**Il terremoto in Toscana.** — Particolareggiate notizie pervengono dalle città toscane sul terremoto, che tanto allarmò l'altra notte le popolazioni della vasta regione.

A Grosseto circa le ore 1.30, sono state avvertite due scosse di terremoto in senso ondulatorio, avvenute alla distanza di dieci minuti, la prima delle quali sensibile.

La popolazione, impressionata, è uscita in gran parte all'aperto.

La scossa è stata avvertita anche nei comuni di Pitigliano e di Roccastrada.

Nessuna disgrazia.

A Firenze all'1.15 e all'1.30 sono state avvertite due forti scosse accompagnate da rombo. La popolazione, specialmente nei quartieri popolari, è uscita all'aperto. Non è segnalata alcuna disgrazia.

A Pontedera, Ponsacco, Peccioli, Lari, Palata e Ghezzano fu pure avvertita una scossa ondulatoria.

Anche a Portoferraio furono intese due scosse abbastanza vibrato che allarmarono, la popolazione precipitandosi all'aperto spaventata.

Anche nell'Umbria si estese il terrificante fenomeno. A Perugia o

a Città della Pieve si ebbero due scosse fortunatamente innocue. Ulteriori notizie segnalano qualche incidente qua e là avvenuto in causa del terremoto. A Murlo su quel di Siena parecchie case sono rimaste lesionate e si deplora qualche ferito lievemente.

L'on. senatore Tolomei, nello scendere frettolosamente la scala della sua villa, si è fratturata una spalla.

**\*\*** Un comunicato del prof. Stiattesi, dell'osservatorio di Quarto (Castello) reca in data di ieri:

« Stanotte verso le 1.30 si sono avute amplissime registrazioni (122 millimetri al microsismografo di un terremoto fortissimo vicino, che secondo la formula Stiattesi è avvenuto a 70 km. di distanza verso sud. Si tratta certamente d'un terremoto nella regione senese, nonostante non abbia la forma caratteristica di quelli dei dintorni immediati della città di Siena ».

**\*\*** L'ufficio centrale di meteorologia e geodinamica comunica le seguenti notizie giunte dagli osservatori geodinamici sulle scosse di terremoto della scorsa notte:

*Siena* — Alle ore 1.30 gli strumenti sismici hanno segnalato due scosse di sesto grado di origine vicinissima. Il sismografo Maccioni si è guastato.

*Firenze* — Alle 1.30 terremoto ondulatorio di due o tre secondi.

*Arezzo* — Alle 1.30 scossa di secondo gr. do.

*Portoferraio* — All'1.20 sensibile scossa di terremoto ondulatorio.

*Perugia* — Due scosse nella notte in direzione est-ovest.

*Urbino* — All'1.22 e all'1.30 scosse di quarto grado.

*Modena* — All'1.22 scossa ondulatoria di secondo grado.

*Massa Marittima* — All'1.23 scossa fortissima sud-nord ondulatoria, preceduta da forte rombo. Altra scossa all'1.31 assai forte, nella stessa direzione.

La popolazione si è riversata per le piazze. Nessun danno.

Da altre regioni d'Italia sono giunte le seguenti notizie di semplici registrazioni:

*Pavia* — All'1.30 notevole sismogramma.

*Ferrara* — All'1.25 segnalazione sismica.

*Moncalieri* — All'1.21 forte registrazione di terremoto vicino.

*Roma* — All'1.25 notevole sismogramma registrato nell'Ufficio di meteorologia.

*Rocca di Papa* — All'1.23 e all'1.32 registrazioni notevoli.

*Taranto* — All'1.23 e all'1.31 registrazione di terremoto relativamente vicino.

*Domodossola* — Stanotte forte registrazione vicina, intorno alle 1.26. Replica verso l'1.34. Distanza 470 chilometri circa.

**\*\*** Le notizie odierne da Siena recano che i danni nella città e nei dintorni non sono così rilevanti come si poteva supporre da principio.

A Siena qualche vecchia casa è rimasta lesionata. Una casa nella via Fiorentina, abitata da una sola famiglia, ha dovuto essere sgombrata.

A Buonconvento la scossa è stata intensissima. La popolazione è fuggita all'aperto. Certo Mimucci, bracciante, ammogliato con figli, mentre fuggiva è stato colpito da un pezzo di materiale ed è rimasto ucciso. Vi sono quattro feriti non gravi. Parecchie case sono danneggiate.

A San Lorenzo a Mirse i danni sono inferiori a quelli segnalati dalle prime notizie. Vi sono soltanto cinque feriti lievi. Le case, vecchie e situate sopra una collina, sono rimaste notevolmente danneggiate.

Le notizie da Montepulciano, Colle Val d'Elsa, Radicondoli, Asciano e Poggibonsi segnalano che sono state avvertite forti scosse e che vi è stato grande panico e qualche lesione ai fabbricati, ma nessun danno grave.

**Neorologio.** — Nella decorsa settimana, a Trofarello, si spegneva una nobile, operosa esistenza: quella del comm. avv. Ercolano Salati, il benemerito segretario generale del Consorzio nazionale. Fu una perdita dolorosa, e l'ha dimostrato il largo rimpianto, la unanimità di elogio per quella vita tutta intesa allo studio, all'

l'efficace lavoro, all'incremento di quella istituzione che costituisce per la patria un tesoro.

Il Salati nacque a Parma nel 1830, ma era omai considerato cittadino torinese, essendosi nella metropoli subalpina trasferito fin dal 1860, allorché cadde il Ducato parmense. Laureato in legge nell'Ateneo torinese, il Salati esercitò per parecchi anni l'avvocatura fra gli ammaestramenti d'insigni giureconsulti quali il P. S. Mancini, il Ferraris, l'Ottolenghi.

Dal 1873 stava al segretariato generale del Consorzio; diletto e stimato da S. A. R. il principe di Carignano patrono dell'Istituto e dalle cospicue personalità componenti la Commissione direttiva. Nel 1877 assunse definitivamente la carica di segretario che copersse saggiamente rendendo al Consorzio importanti servizi, specialmente cooperando alla rivendicazione di cospicui capitali e saggiamente organizzandone l'amministrazione.

I funerali tributati alla salma riuscirono solenni, degni S. A. R. il Duca di Genova, presidente del Consorzio, eravi rappresentato dall'on. senatore Borgnini, membro anziano della Commissione direttiva.

Il venerando senatore diede all'estinto l'estremo saluto con calde e commoventi parole, ispirate a sentimenti di ammirazione per l'opera indefessa e feconda spesa in vita a favore del Consorzio nazionale, e di sincero profondo rimpianto per l'amico perduto.

**Istituzione di un premio d'incoraggiamento.** — La presidenza della Camera di commercio di Roma, comunica la seguente sua deliberazione:

« La Camera di commercio, riconosciuta l'utilità di mettere in valore la cospicua produzione vinicola del suo distretto e attesa la opportunità del momento, di fronte alla crisi che non accenna a risolversi;

ritenuto che a raggiungere l'intento sia necessario anzitutto organizzare l'industria ed il commercio relativo; e che, non dimostrandosi all'uopo sufficiente la privata iniziativa, convenga promuovere mediante adeguato incoraggiamento una vasta e potente istituzione che tale fine si proponga;

si dichiara disposta:

ad erogare la somma di L. 250,000 a favore di quella impresa che, associando al concetto speculativo funzioni e finalità di generale interesse, e forte di un capitale iniziale non inferiore a lire 2,000,000, sorga allo scopo di organizzare l'industria enologica del distretto e sviluppare il commercio specialmente verso l'estero;

a prendere in considerazione le offerte che in tal senso siano per pervenirle e ad entrare in trattative coi rispettivi offerenti, riservando ogni definitivo provvedimento sulle proposte che riuscissero di suo pieno gradimento ».

**Notizie agrarie.** — Il riepilogo delle notizie agrarie della prima decade di agosto, reca:

« L'uva si presenta in ottime condizioni e si prevede abbondante raccolto. L'olivo è promettente, ma in qualche località meridionale la siccità ha provocato la caduta del frutto. Abbondano le frutta e le patate. Abbondante la raccolta dei cereali. Promettente la raccolta del granturco. Il riso fiorisce ed è promettente. Nel Veneto si sono verificate abbondanti cadute di acqua; in qualche luogo la grandine ha danneggiato le campagne. Si inizia la raccolta del tabacco che è di ottima qualità. Bello l'arancio ».

**Marina militare.** — La R. nave *Galileo Galilei* è giunta a Costanza il 24 corrente. — La *Puglia* è giunta a Chio pure il 24 corrente.

**Marina mercantile.** — Il piroscafo *Tommaso di Savoia*, del Lloyd sabauda, è giunto a Buenos Aires proveniente da Genova a Santos — Il postale *Siena*, della Società di navigazione a vapore Italia, è giunto il 23 corrente in quel porto, proveniente da Genova, Tenerife, Santos e Montevideo — Il *Florida*, del Lloyd italiano, è giunto a Rio Janeiro, ripartendone per Buenos Aires — Il *Toscana*, della Società Italia ha proseguito da Tenerife per Buenos Aires.

## TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

MONTEVIDEO, 25. — L'entrata del porto è in parte ostruita dai resti del *Columbia*.

I superstiti si sono salvati per la maggior parte aggrappandosi agli alberi della nave. Un gran numero di essi sono più o meno gravemente feriti. Sono state soprattutto le donne e i fanciulli che sono annegati.

Il Governo dell'Uruguay ha deliberato di rimandare le feste nazionali alle quali i passeggeri del *Columbia* venivano ad assistere.

Una folla enorme è riunita sul quai.

Il *Columbia*, che faceva regolarmente servizio viaggiatori tra Buenos Aires e Montevideo, era una vecchia nave di milleduecento tonnellate.

TANGERI, 25. — Venticinque prigionieri, ai quali erano state tagliate una mano ed un piede, sono morti. Due soli sono sopravvissuti.

Mulay Hafid ha inviato un governatore a Taza, ma gli abitanti ricusano di accettarlo, non volendo avere per governatore un uomo mandato dal Sultano che tortura i fratelli.

Le crudeltà di Mulay Hafid provocano malcontento nelle tribù.

ROTTERDAM, 25. — Quattro ragazzi sono morti dopo aver mangiato dei dolci. L'esame batteriologico ha constatato che si tratta di colera asiatico.

Un'altra persona è morta a bordo di un battello presentando sintomi sospetti.

Quattordici adulti e quattordici bambini si trovano in osservazione nelle baracche d'isolamento.

Tutte le misure sono state prese per impedire la diffusione del morbo.

SUEZ, 25. — Causa il movimento rivoluzionario nello Yemen una controtorpediniera turca ha ricevuto ordine di recarsi immediatamente ad Hoduida. Essa partirà oggi.

BETHENY, 25. — Paulham partito alle 3.50 col suo aeroplano, è sceso a terra alle 6.35 dopo avere coperto 131 chilometri in ore 2.43' 24" 45. Egli ha abbattuto così il record di Sommer, che era di 2 ore e 27", ed è stato proclamato recordman del mondo per la durata del volo. Egli è stato costretto a scendere perché il serbatoio della benzina era esaurito.

## OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

25 agosto 1909.

Il barometro è ridotto allo zero	90
L'altezza della stazione è di metri	50.60
Barometro a mezzodì	756.76
Umidità relativa a mezzodì	41.
Vento a mezzodì	N.
Stato del cielo a mezzodì	poco nuvoloso.
	massimo 28.9.
Termometro centigrado	minimo 16.8.

25 agosto 1909.

In Europa: pressione massima di 767 sulla Russia centrale, minima di 753 al N dell'Inghilterra.

In Italia nelle 24 ore: barometro quasi stazionario sull'Italia superiore, lievemente salito sull'inferiore; temperatura poco aumentata sull'Italia settentrionale e centrale, diminuita sulla meridionale; piogge e temporali sul versante inferiore Adriatico, Calabria e Sicilia.

Barometro: 763 sull'Arco Alpino, 760 in terra d'Otranto.

Probabilità: venti deboli o moderati vari; cielo sereno sul versante Tirrenico, vario altrove.

## BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 25 agosto 1909

STAZIONI	STATO	STATO	TEMPERATURA	
	del cielo	del mare	precedente	
	ore 7	ore 7	Massima	Minima
			nelle 24 ore	
Porto Maurizio ..	sereno	calmo	25 8	19 8
Genova .....	sereno	calmo	25 4	19 6
Spezia .....	sereno	calmo	26 6	17 2
Cuneo .....	—	—	—	—
Torino .....	1/2 coperto	—	23 0	16 0
Alessandria .....	sereno	—	27 0	14 0
Novara .....	sereno	—	26 0	18 8
Domodossola .....	1/2 coperto	—	25 2	13 9
Pavia .....	1/4 coperto	—	27 1	12 9
Milano .....	1/2 coperto	—	23 5	17 1
Como .....	—	—	—	—
Sondrio .....	sereno	—	24 7	14 1
Bergamo .....	1/4 coperto	—	24 0	17 3
Brescia .....	1/2 coperto	—	25 9	16 4
Cremona .....	1/4 coperto	—	26 3	16 6
Mantova .....	sereno	—	27 5	18 8
Verona .....	1/4 coperto	—	25 6	17 1
Belluno .....	sereno	—	22 7	13 1
Udine .....	sereno	—	23 9	16 5
Treviso .....	sereno	—	26 0	15 8
Venezia .....	1/4 coperto	calmo	23 1	17 3
Padova .....	sereno	—	23 4	16 3
Rovigo .....	sereno	—	25 0	19 5
Piacenza .....	1/2 coperto	—	25 7	15 0
Parma .....	sereno	—	26 4	17 2
Reggio Emilia .....	1/4 coperto	—	25 2	16 2
Modena .....	sereno	—	24 6	16 4
Ferrara .....	sereno	—	24 6	16 7
Bologna .....	sereno	—	24 8	18 8
Ravenna .....	sereno	—	24 0	15 0
Forlì .....	sereno	—	25 6	16 8
Pesaro .....	sereno	calmo	24 5	15 0
Alcona .....	sereno	legg. mosso	27 0	14 2
Urbino .....	sereno	—	22 2	16 6
Macerata .....	1/4 coperto	—	24 8	16 2
Ascoli Piceno .....	—	—	—	—
Perugia .....	sereno	—	27 4	15 0
Camerino .....	sereno	—	21 7	14 8
Lucca .....	sereno	—	24 8	15 0
Pisa .....	sereno	—	25 4	15 1
Livorno .....	sereno	calmo	24 8	17 9
Firenze .....	sereno	—	26 3	15 4
Arezzo .....	sereno	—	27 0	15 4
Siena .....	sereno	—	24 9	15 0
Grosseto .....	sereno	—	27 1	15 9
Roma .....	sereno	—	26 2	16 8
Teramo .....	sereno	—	25 2	15 3
Chieti .....	sereno	—	24 3	17 0
Aquila .....	sereno	—	24 6	13 9
Agnone .....	1/4 coperto	—	22 2	13 0
Foggia .....	coperto	—	29 0	19 7
Bari .....	1/4 coperto	calmo	27 9	19 2
Lecce .....	1/2 coperto	—	23 4	17 0
Caserta .....	—	—	—	—
Napoli .....	sereno	calmo	25 7	18 5
Benevento .....	sereno	—	28 8	15 2
Avellino .....	sereno	—	25 0	10 4
Caggiano .....	sereno	—	23 9	14 6
Potenza .....	1/4 coperto	—	23 6	13 5
Cosenza .....	sereno	—	25 5	17 4
Tiriolo .....	sereno	—	26 8	16 5
Reggio Calabria ..	—	—	—	—
Trapani .....	sereno	mosso	26 8	22 4
Palermo .....	3/4 coperto	calmo	29 6	16 7
Porto Empedocle ..	sereno	calmo	27 0	22 0
Caltanissetta .....	sereno	—	27 6	21 0
Messina .....	1/2 coperto	legg. mosso	29 8	22 0
Catania .....	1/4 coperto	legg. mosso	31 8	21 0
Siracusa .....	1/4 coperto	mosso	28 5	23 8
Cagliari .....	sereno	legg. mosso	29 0	17 0
Sassari .....	sereno	—	24 8	15 2